

PARIS (MPE-Média) – La dégradation de la note française par Standard & Poor's vendredi dernier est considérée par de nombreux responsables financiers comme "un non évènement". Certains se posent plutôt la question de l'absence de réaction de l'Autorité des Marchés Financiers après la "fuite" organisée à Bruxelles qui a fait chuter les cours de la bourse, engendrant un nombre jugé anormal d'opérations avant l'annonce officielle de la décision par Standard & Poor's.

AMPLIFICATION MEDIA DES MALAISES ECONOMIQUES, là est le danger. Car plusieurs responsables financiers français, Ministre de l'Economie et des Finances en tête, considèrent et disent publiquement que la dégradation de la note de la France par l'agence Standard & Poor's est "un non évènement" au sens strict.

Toutefois, ces mêmes responsables estiment que le tsunami médiatique qui a précédé la communication de S&P elle-même, contribuant à faire chuter durant environ deux heures les cours de la bourse de Paris avant même que la décision soit officielle, relève de ce qui pourrait fort être constitutif d'un délit pour un certain nombre d'acteurs des milieux boursiers - ou de représentants d'actionnaires travaillant pour des groupes financiers ou pour des intérêts particuliers.

"La dégradation de la note française par Standard & Poor's n'a rien de catastrophique", a tout de suite réagi le Ministre de l'Economie français François Baroin, qui dit attacher beaucoup plus d'importance à la poursuite de la croissance industrielle et manufacturière française fin 2011 qu'à cette annonce.

"La dégradation de la note par Standard & Poor's, dont les critères d'évaluation sont actuellement soumis à des questions récurrentes, alors que ses homologues Fitch & Ratings, Moodys n'ont pas l'intention de baisser la notation de la France en 2012, est clairement un non-évènement", déclare M. Patrick Creuzé, PDG de MCA Finance.

L'amplification médiatique de la décision avant même qu'elle soit confirmée a conduit des gestionnaires de portefeuilles surpris par l'ampleur de la réaction de la Bourse dès l'ouverture des marchés, à s'interroger sur la nature des motivations de la "fuite" anonyme provenant "d'un politique européen", telle que l'Agence France-Presse l'a décrite en diffusant l'information en milieu de journée.

Perte des 3A: un "non évènement"

Écrit par Administrator

Vendredi, 13 Janvier 2012 18:49 - Mis à jour Dimanche, 30 Octobre 2016 11:05

"Il semble clair que l'Autorité des Marchés Financiers devrait ouvrir une enquête, car des gains importants ont été réalisés vendredi à la faveur de l'annonce qui a fuité avant que l'agence S&P ait annoncé officiellement la révision de sa notation pour la France", poursuit M. Creuzé, dont le discours reflète celui de nombreux spécialistes et experts de la finance globale.

Une attitude - le fait d'accréditer une fuite non sourcée - que MPE-Média refuse également de cautionner, alors qu'il est clair que la décision de S&P, amplifiée avant qu'elle soit exprimée directement par cette agence de notation, peut aussi avoir a posteriori des effets délétères sur les prix des matières premières et des commodités, les coûts de l'énergie dans l'hexagone, et donc sur leur coût pour les français et entraîner par la suite des impacts économiques négatifs directs sur les entreprises et sur l'emploi en France et en Europe.

Christophe Journet